

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre Cedex

Le Havre, le 05/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORMANPLAST

Route du Pont VIII
76700 Gonfreville-l'Orcher

Références : 20240621_VI_Normanplast_AN GPI
Code AIOT : 0005801721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2024 dans l'établissement NORMANPLAST implanté Route du Pont VIII Mayville 76700 Gonfreville-l'Orcher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les granulés plastique industriels (GPI) sont définis comme des matières plastiques dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm. Ils sont aussi communément appelés larmes de sirènes ou pellets et représentent la matière première dans la fabrication des produits en plastique. Chaque année en Europe, ce sont 41 000 tonnes de GPI (l'équivalent de 11,5 milliards de bouteilles en plastique) qui se retrouvent dans l'environnement, notamment sur nos plages, puis en mer. Ces pollutions ont des impacts importants sur la faune et la flore marines. La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (article 83) a imposé aux sites de production, de manipulation ou d'utilisation, et de transport de GPI des équipements et procédures de prévention des pertes de GPI. Ces mesures concernent

notamment les sites industriels ainsi que les plateformes logistiques, les ports fluviaux et maritimes. La visite d'inspection inopinée du 21 juin 2024 s'inscrit dans une action nationale de contrôle qui vise à vérifier la mise en œuvre de ces obligations, de manière coordonnée pour l'ensemble des régions qui auront sélectionné cette action.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORMANPLAST
- Route du Pont VIII Mayville 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005801721
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Normanplast fabrique des bidons en plastique par extrusion soufflage au moyen de billes de polyéthylène.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des dispositifs et procédures visant à prévenir la perte de GPI dans l'environnement.

Néanmoins, le jour de la visite, certaines zones à risque n'étaient pas équipées de dispositifs adéquats ou étaient équipées de dispositifs pas totalement efficaces. L'exploitant transmettra sous 2 mois une preuve de la réparation des dispositifs non efficaces, de la mise en place de dispositifs sur l'ensemble des zones à risque et de l'efficacité de l'ensemble de la chaîne de confinement/récupération (ou un plan d'actions visant à en renforcer l'efficacité).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article L.541-15-11 :</u> I.-A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. II.-A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement. III.-Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret.</p> <p><u>Article D.541-360 :</u> Pour l'application de l'article L. 541-15-11 et au sens de la présente sous-section, on entend par : 1° " Plastique ", un matériau constitué d'un polymère tel que défini à l'article 3, point 5, du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006, auquel des additifs ou autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui peut jouer le rôle de composant structurel principal de produits finaux, à l'exception des polymères naturels qui n'ont pas été chimiquement modifiés ; 2° " Granulés de plastiques industriels ", les matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm ; 3° " Sites de production, de manipulation et de transport ", les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, ainsi que les aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de granulés de plastiques industriels.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a confirmé la possibilité d'accueil sur le site de granulés de plastiques industriels dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm au-delà de 5 tonnes. Le site ne reçoit pas de poudre mais uniquement des granulés qui sont stockés dans 8 silos extérieurs et, dans une moindre mesure, dans des big bags dans le magasin pour alimenter certaines parties de la production. Un silo supplémentaire est en cours d'installation pour cesser l'apport de big bags et centraliser les GPI uniquement dans les silos limitant ainsi les manipulations. Au regard de ces éléments, le site est bien concerné par les articles D.541-360 à D.541-364 du Code de l'environnement concernant la prévention des pertes de GPI dans l'environnement.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de paniers métalliques filtrants sur plusieurs avaloirs du réseau d'eaux pluviales situés à proximité des silos de stockage de GPI, du magasin matières premières et des bennes déchets. L'un de ces paniers filtrants n'épousait toutefois pas les bords du regard.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a constaté que certains regards situés à l'ouest de l'atelier de production ne sont pas équipés de dispositifs filtrants alors que des GPI sont présents à proximité.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis un devis pour la réparation du panier non efficace et la mise en place de deux nouveaux paniers, annonçant un délai de réalisation de 5 semaines à compter de la commande.</p> <p>L'exploitant dispose également d'un séparateur d'hydrocarbures sur le réseau d'eaux pluviales, juste avant le point de rejet au milieu naturel. L'inspection a constaté la présence de quelques GPI dans le regard situé en aval du séparateur d'hydrocarbures, ce qui témoigne du fait que les moyens mis en place par l'exploitant ne sont pas totalement efficaces.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 2 mois, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fournira une preuve de la réparation du panier filtrant non efficace et de la mise en place des deux nouveaux paniers filtrants sur les avaloirs des zones à risque de déversement de GPI ; - s'assurera, une fois les nouveaux paniers mis en place, de l'efficacité de l'ensemble de la chaîne paniers filtrants-séparateur d'hydrocarbures en vérifiant l'absence de GPI dans les regards situés en aval de ces équipements, juste avant le rejet au milieu naturel ; - si des GPI sont encore présents dans le regard en aval d'un séparateur d'hydrocarbures, il proposera un plan d'actions afin de capter l'ensemble des GPI avant rejet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Constats : a) L'exploitant a effectué le recensement des zones à risques. Toutefois, comme indiqué au point de contrôle précédent, le recensement effectué n'était pas exhaustif et a donc été complété suite à la visite. b) L'inspection n'a pas constaté d'emballages défectueux lors de la visite. c) L'exploitant a déclaré intervenir dès le constat d'un déversement accidentel pour ramasser les GPI et faire cesser la dispersion. L'ensemble des zones où des GPI sont présents (magasin de stockage de matières premières, zone silos, atelier de production) ne présentaient pas de granulés au sol, ce qui témoigne de la bonne mise en œuvre de cette procédure. d) Site non concerné e) Les équipements visités par sondage étaient correctement entretenus. Les paniers filtrants et séparateurs d'hydrocarbures font l'objet d'une vérification visuelle avec prélèvement des éventuels GPI à fréquence mensuelle. L'exploitant a transmis le carnet d'entretien suite à la visite, dans lequel les opérations réalisées et quantités collectées dans chacun des dispositifs sont consignées. f) L'exploitant a mis en place un affichage pour sensibiliser le personnel aux risques de pertes de GPI dans l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Constats : Suite à la visite, l'exploitant a transmis l'attestation de conformité issue de l'audit, datée du 24/02/2023.
Type de suites proposées : Sans suite